

## La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

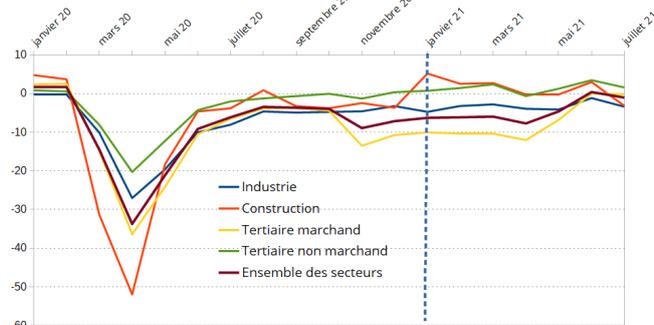
### DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, en juin 2021, l'activité a dépassé pour la première fois son niveau d'avant-crise, portée par le tertiaire non marchand et la construction. Pourtant, au mois de juillet, l'activité marquerait à nouveau le pas, chaque secteur décélérant légèrement par rapport au niveau de juillet 2019, à l'exception du tertiaire non marchand.

#### En juillet 2021, le volume d'heures rémunérées serait en repli par rapport à juillet 2019

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



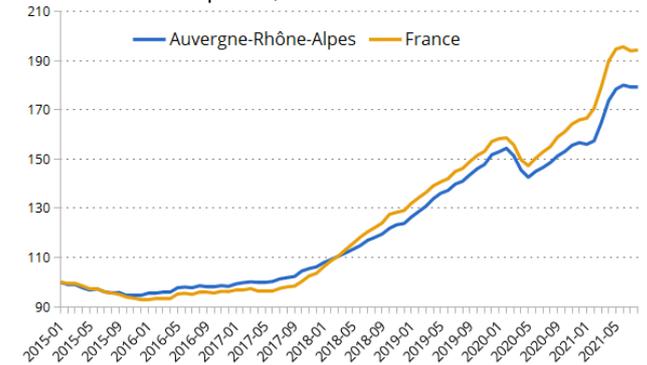
**Note :** la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 21 septembre 2021

Après quatre ans de croissance soutenue (à l'exception du premier confinement), le nombre de créations d'entreprises, en cumul sur douze mois, atteint un plateau à 119 000 créations depuis mai 2021 depuis mai 2021 ; cette phase de stabilité se prolonge en juillet. Le léger décrochage avec la dynamique nationale de créations d'entreprises, amorcé à l'été 2020, se poursuit.

#### Les créations d'entreprises se stabilisent

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



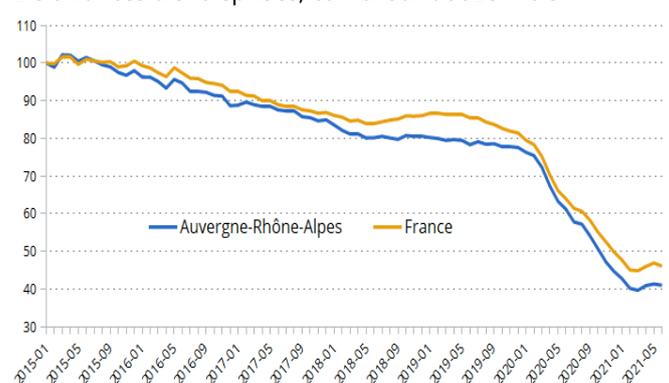
Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 17 septembre 2021 (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 - cumul 12 mois)

De mars 2020 à mars 2021, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées est en forte baisse. Ces données doivent être interprétées avec prudence : la baisse s'explique surtout par des reports de traitement des dossiers par les tribunaux de commerce et par les aides publiques qui peuvent éviter temporairement à des entreprises de déposer un dossier au tribunal de commerce.

En avril, les défaillances repartent légèrement à la hausse et se stabilisent en juin dans la région.

#### Les défaillances amorcent une hausse

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



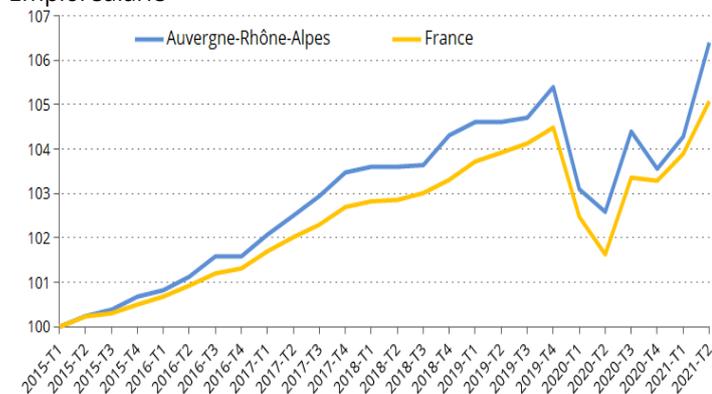
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 30 septembre 2021 (base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 2015 - cumul 12 mois)

## EMPLOI SALARIÉ

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total compte 3 091 900 salariés au 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Par rapport à l'avant-crise, la région compte 0,9 % de salariés supplémentaires, contre + 0,6 % en France.

### La reprise de l'emploi continue sur sa lancée

Emploi salarié



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2021 (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015).

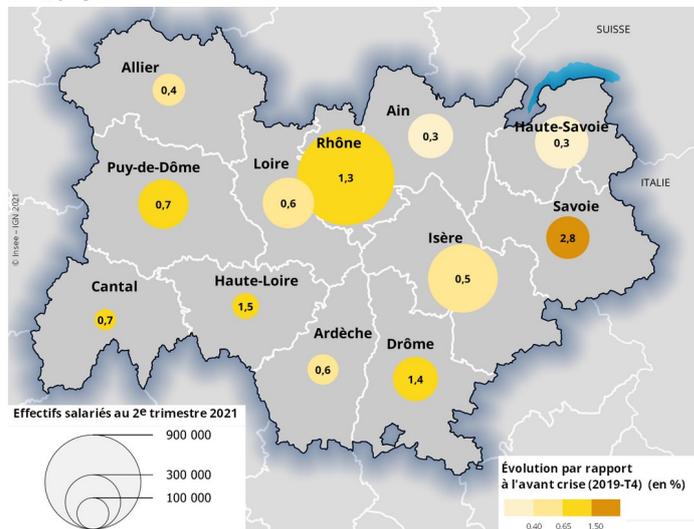
Note : la crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Tous les départements de la région dépassent leur niveau d'avant-crise. La Savoie enregistre la plus forte progression (+ 2,8 %), suivie par la Haute-Loire, la Drôme et le Rhône (entre + 1,5 % et + 1,3 %). Les autres départements progressent plus modérément, de moins de 1 %.

gression (+ 2,8 %), suivie par la Haute-Loire, la Drôme et le Rhône (entre + 1,5 % et + 1,3 %). Les autres départements progressent plus modérément, de moins de 1 %.

### Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



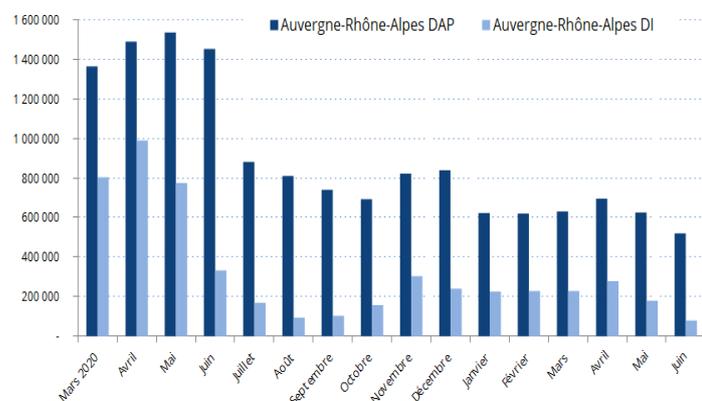
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2021 (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015).

## MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans la région, les demandes d'indemnités pour activité partielle poursuivent leur rapide décrue : après le pic du troisième confinement en avril 2021 (280 000 demandes), 180 000 demandes sont effectuées en mai, et 80 000 en juin.

### Les demandes d'indemnisation en forte baisse en juin

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)



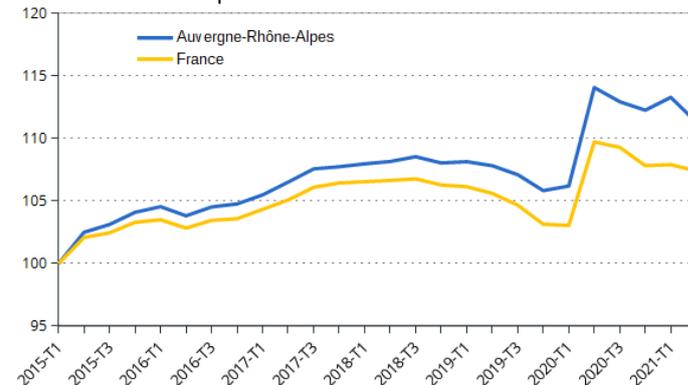
Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 21 septembre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui avait fortement augmenté au premier trimestre 2021,

décroit à 664 000 personnes à la fin du mois de juin, soit une baisse de 1,8 % en trois mois (contre - 0,5 % en France). Leur nombre reste néanmoins supérieur de près de 5 % aux chiffres de fin 2019.

### Le nombre de demandeurs d'emploi renoue avec la baisse au deuxième trimestre 2021

Demandeurs d'emploi en fin de mois

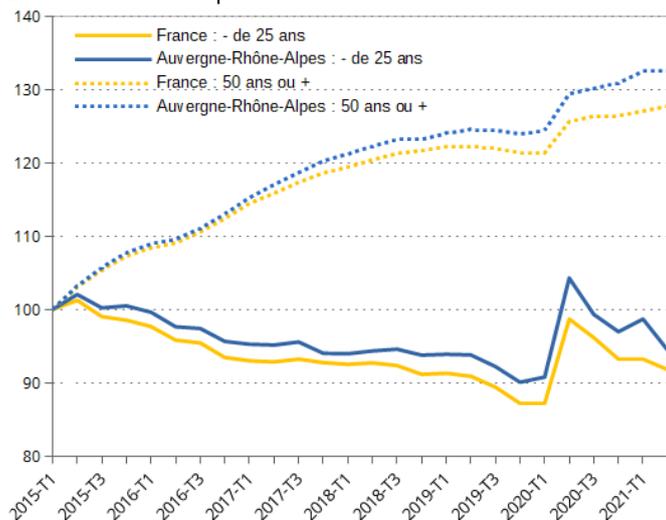


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

La baisse trimestrielle est plus particulièrement marquée chez les jeunes de moins de 25 ans (- 4,3 %). Le nombre de demandeurs d'emplois de 50 ans ou plus cesse d'augmenter et se stabilise au deuxième trimestre.

## La demande d'emploi des jeunes en baisse marquée, celle des seniors ne diminue pas

Demands d'emploi en fin de mois

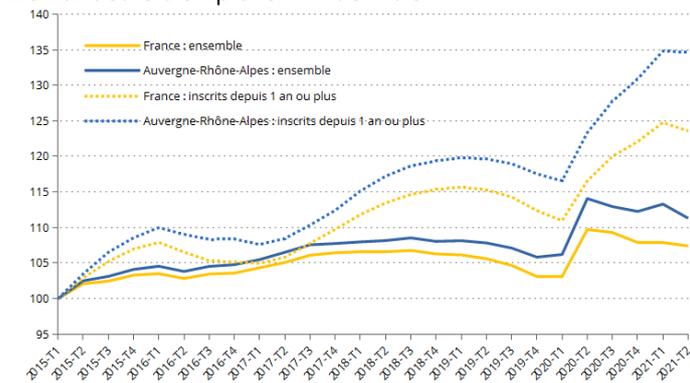


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

De même, la baisse de la demande d'emploi ne bénéficie pas aux chômeurs inscrits depuis un an ou plus, dont une part était déjà éloignée de l'emploi avant la crise, auxquels s'ajoutent désormais des demandeurs inscrits en tout début de crise. Ainsi, fin juin 2021, les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont presque aussi nombreux que trois mois auparavant, et 15 % de plus que fin 2019.

## Stagnation à un niveau élevé des inscrits depuis un an ou plus

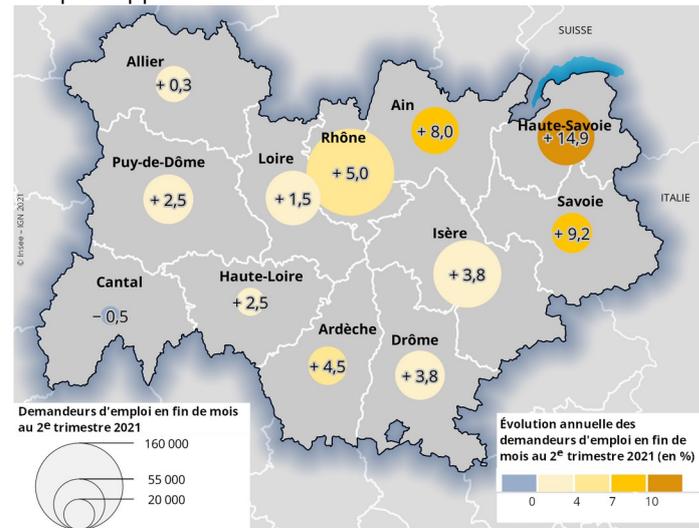
Demands d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

## Une augmentation des demandes d'emploi plus vive à l'est de la région

Demands d'emploi à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. L'Ain et les départements savoyards, dont le taux de chômage est structurellement inférieur au taux régional, ont subi les hausses les plus fortes.

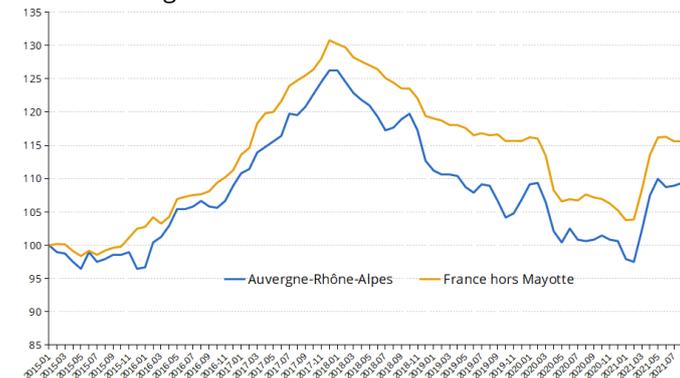
## ZOOMS SECTORIELS

### Construction

Après une période faste, les mises en chantier de logements se stabilisent à un niveau élevé. Entre septembre 2020 et août 2021, 52 600 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes, un niveau proche de l'avant-crise.

#### Les mises en chantier progressent légèrement pendant l'été.

Nombre de logements commencés

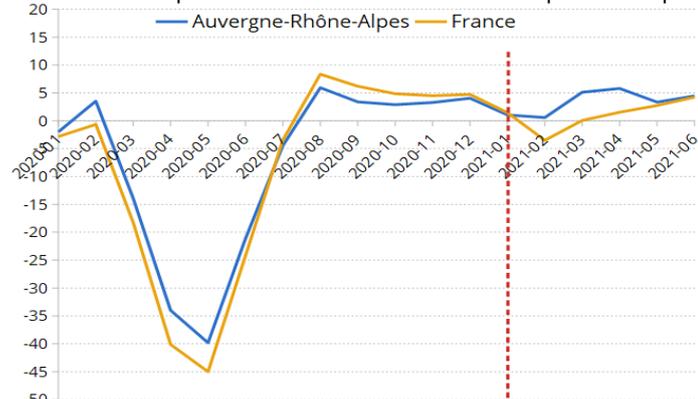


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 1<sup>er</sup> octobre 2021 (base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi en juin 2021 est supérieure au même mois de 2019 (+ 4,5 %), pour le onzième mois consécutif, symbole de la bonne relance du secteur de la construction.

#### Consolidation de la relance de la production de béton prêt à l'emploi

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Cumul 3 mois. Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 28 septembre 2021, traitement CERC ARA

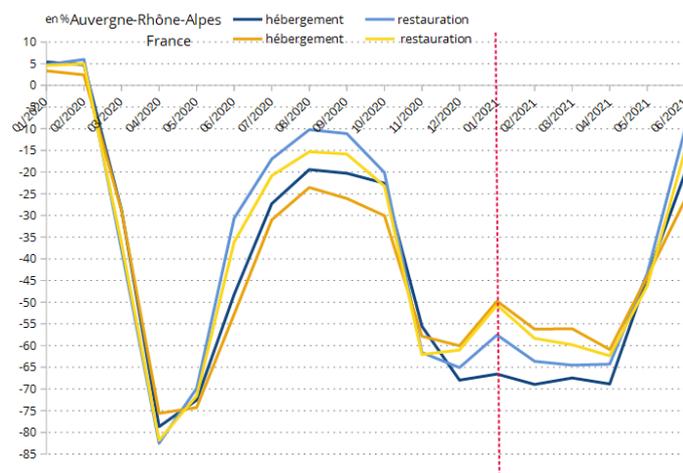
### Hébergement - restauration

Après un mois de mai encore marqué par un niveau d'heures rémunérées inférieur de plus de 40 % au même mois de 2019, le secteur de l'hébergement-restauration profite, en juin, de la poursuite de la levée des restrictions sanitaires (couvre-feu repoussé à 23 h et accueil de clients en intérieur des restaurants à partir du 9 juin, puis levée du couvre-feu le 20 juin). La perte d'ac-

tivité en juin se limite à 20 % dans l'hébergement et 10 % dans la restauration.

#### En juin, le volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration remonte avec l'allègement des mesures sanitaires

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

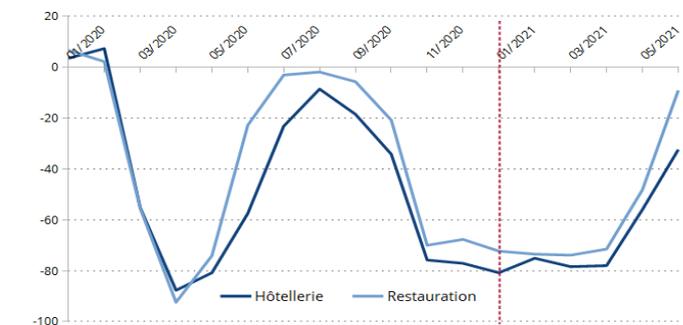


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 23 septembre 2021

Disponibles jusqu'en juin 2021, les indicateurs de chiffres d'affaires se redressent nettement, à la suite de l'autorisation des déplacements interrégionaux et la réouverture des terrasses des restaurants en mai, même s'ils accusent encore des niveaux inférieurs à juin 2019 (32 % pour l'hôtellerie et 9 % pour la restauration).

#### Les chiffres d'affaires dans l'hôtellerie-restauration encore faibles, mais en net redressement

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

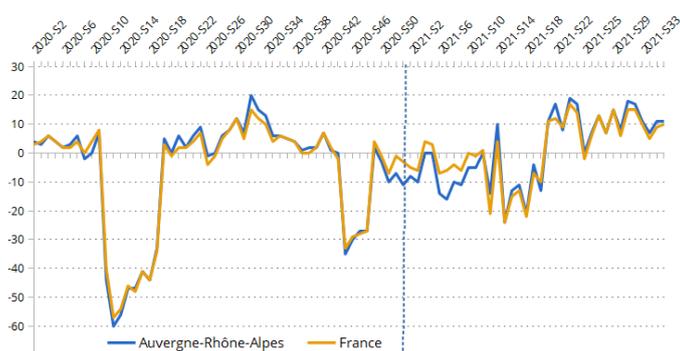
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DGFiP, données arrêtées au 28 septembre 2021

## CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

Logiquement au ralenti lors des quatre semaines sous confinement, la consommation régionale des ménages, estimée par les paiements par cartes bancaires (hors internet), a bondi avec la réouverture des commerces le 19 mai. Par rapport aux mêmes semaines de 2019, le volume des transactions par cartes bancaires est quasi systématiquement supérieur à partir de fin mai, puis durant toute la saison estivale.

### Confirmation de la reprise de la consommation des ménages

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



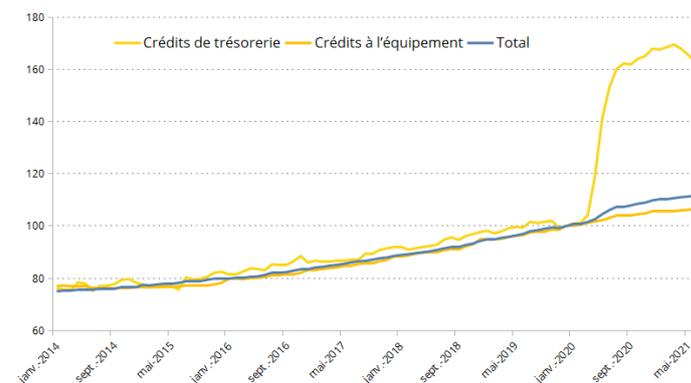
**Note** : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparés aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical. Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.  
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 23 septembre 2021

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis quelques années, les crédits de trésorerie refluent légèrement à partir d'avril 2021 (- 3,9 % en juin par rapport au record de mars, mais + 64 % par rapport à juin 2019).

### Légère diminution des encours des crédits de trésorerie

Évolution des encours de crédit accordés



Indice base 100 en décembre 2019

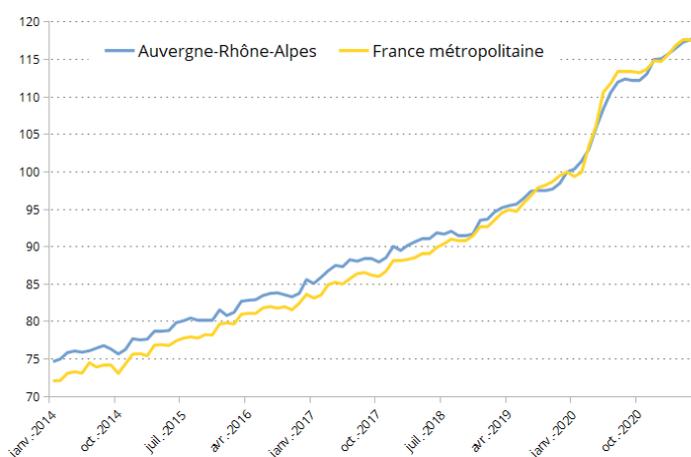
**Note** : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Les encours de dépôts de la clientèle non financière réaccélèrent modérément dans la région en juin 2021 (+ 0,5 % d'augmentation sur un mois contre + 0,3 % en mai), tandis qu'ils diminuent en France (- 0,3 % après - 0,1 %).

### Les encours de dépôts régionaux retrouvent leur tendance d'avant-crise

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

**Note** : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

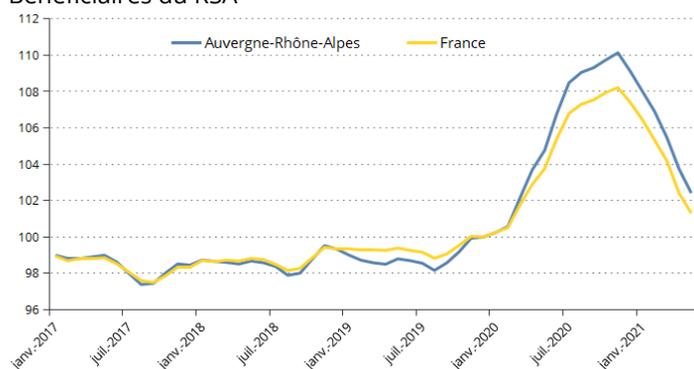
## INDICATEURS SOCIAUX

De mars à novembre 2020, le nombre de bénéficiaires du RSA a été en hausse continue à la suite des effets du premier confinement, avant d'amorcer une décrue en décembre et début 2021.

Cette décrue se confirme en mai : le nombre d'allocataires recule à 163 000 dans la région, soit 2,4 % au-dessus du niveau d'avant-crise (159 000), une position moins favorable que celle de l'ensemble de la France (+ 1,3 %).

### Le nombre d'allocataires du RSA diminue depuis cinq mois

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

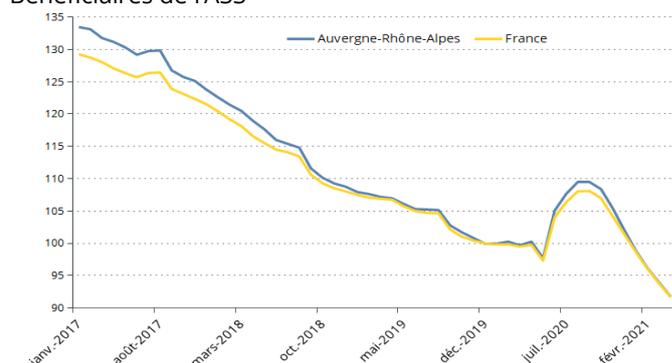
**Note :** données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 11 août 2021

Fin avril 2021, le nombre d'allocataires percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) s'établit à 29 000 dans la région, soit 16 % en dessous du pic de septembre 2020 et même 8 % en dessous de son niveau d'avant-crise. La baisse est liée en grande partie aux mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage, qui concernent les demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits entre le 30 octobre 2020 et le 30 juin 2021.

### Le nombre d'allocataires de l'ASS diminue, dans un contexte de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

**Note :** données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 11 août 2021